Richard Wolff : l'Europe s'effondre, la guerre du pétrole en Iran fissure l'empire US, Trump nie

L'économiste Richard Wolff évoque l'effondrement de l'ordre mondial dominé par l'Europe et les États-Unis. Il commence par décrypter de nouvelles données accablantes sur la catastrophe économique de la zone euro, avant d'analyser en profondeur la guerre du pétrole avec l'Iran, qui fissure l'empire américain et le précipite dans un déclin que même Trump ne peut nier. Les travaux du professeur Wolff : https://www.democracyatwork.info/ https://www.youtube.com/@UCK-6FjMu9OI8i0Fo6bkW0VA AIMEZ la vidéo et abonnez-vous pour davantage d'analyses géopolitiques approfondies Donnez votre avis dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : https://www.patreon.com/dannyhaiphong ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : https://rumble.com/c/DannyHaiphong Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : https://twitter.com/DannyHaiphong Telegram : https://t.me/DannyHaiphong Autres moyens de soutenir la chaîne : https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : $Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : https://paypal.me/spiritho #iranwar #europe #usempire

#Danny

Bon retour dans l'émission à toutes et à tous. Comme vous le voyez, je retrouve aujourd'hui mon ami Richard Wolff, professeur et économiste, pour faire le point sur les derniers événements. Et en ce moment, l'actualité économique liée à la géopolitique est particulièrement chargée. La France et le reste de la zone euro sont en proie à une immense contestation, avec des centaines de milliers, voire des millions de personnes qui manifestent. Selon CNBC, la France montre des signes annonciateurs d'une crise de l'euro, et cette fois, les lignes de fracture sont différentes. La chaîne souligne que l'euro a en fait perdu cinq pour cent face au dollar depuis janvier de cette année.

Et ils expliquent comment les rendements obligataires et l'écart de taux avec la dette allemande rendent la crise française encore plus grave pour l'Europe. Mais que fait la France face à cela, professeur Wolff ? Elle mobilise davantage de policiers, car on s'attend, ce week-end, à de nouvelles manifestations massives contre les coupes dans l'éducation et pour soutenir des revendications économiques plus larges. Soixante-dix mille policiers devraient être déployés pour casser des têtes. Aujourd'hui, professeur Wolff, alors même que les États-Unis et Israël n'ont pas encore repris leurs frappes contre l'Iran, le pétrole est monté à cent quatorze dollars le baril, soit la plus forte hausse depuis mai. L'Iran affirme maintenant que la situation est sur le point de s'aggraver considérablement, et cela pourrait avoir un lien avec les prix du pétrole.

Si les États-Unis et Israël reprennent la guerre, le Wall Street Journal rapporte que l'Iran ne se contentera pas de frapper les bases américaines, mais s'attaquera aussi aux aéroports, aux oléoducs et gazoducs, ainsi qu'à d'autres cibles économiques. Comme le dit Trump — ou son émissaire, Mike Waltz, l'ambassadeur américain auprès des Nations unies —, cette guerre pourrait encore durer au moins un an. Alors, professeur Wolff, vous pourriez peut-être commencer par nous parler de la situation économique européenne qui s'effondre, et de la façon dont elle alimente ces manifestations, qui ont suscité tant de débats sur leurs raisons précises et sur ce qui se passe exactement. Vous pourriez peut-être nous aider à comprendre le contexte économique et géopolitique de tout cela.

#Richard Wolff

D'accord, avec plaisir. Mais il va falloir me laisser quelques instants pour replacer ce qui se passe dans son contexte. Sinon, on se perd dans les détails des ajustements au jour le jour, et on passe à côté de la vue d'ensemble, qui se dessine littéralement de plus en plus clairement chaque jour. Alors, voici en gros comment les choses se sont passées, et je serai bref. Pendant trois siècles — le dix-septième, le dix-huitième et le dix-neuvième — et une partie du vingtième siècle, l'Europe a joué un rôle central dans l'histoire du monde. Elle a accompli deux choses d'une importance considérable. Premièrement, elle a écarté, elle a renversé, elle s'est débarrassée du féodalisme, ce système de seigneurs et de serfs qui a régi l'Europe pendant au moins mille ans après la chute de l'Empire romain.

Aux dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième siècles, le féodalisme a disparu, renversé par un nouveau système, le capitalisme. Un système où la production était organisée par un employeur dirigeant des salariés, et non par un maître dirigeant des esclaves, ni par un seigneur dirigeant des serfs. Cette évolution, si vous voulez, en Europe — l'émergence du capitalisme moderne — a eu deux grandes réussites au cours de ces trois siècles, trois siècles et demi. Premièrement, le développement technologique du monde, qui nous émerveille, et qui a constitué une véritable avancée technologique. Et deuxièmement, la création d'une véritable économie mondiale. Une économie mondiale interconnectée, reliant l'Asie à l'Amérique latine, l'Afrique à l' Europe et à l'Amérique du Nord, et ainsi de suite.

Cette économie mondiale unifiée que nous tenons aujourd'hui pour acquise. Deux immenses réussites du capitalisme. Mais comme nous l'a enseigné le philosophe Hegel, toute réussite s' accompagne de son contraire. Et cela aussi, il faut y faire face. Le revers du progrès technologique, c' est la dégradation de l'environnement, qui atteint aujourd'hui son paroxysme avec la catastrophe climatique, la pollution et tout le reste. De même, l'Europe a ouvert la voie à la création d'une économie mondiale, rejointe plus tard par les États-Unis — une ancienne colonie devenue colonisatrice — et par le Japon. Le problème, c'est le type d'économie mondiale qu'ils ont créé, car celle qu'ils ont bâtie a concentré toutes les richesses entre les mains d'environ dix pour cent de la population mondiale.

Ces gens-là se trouvaient en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon. Les quatre-vingt-dix pour cent restants ont été réduits à la pauvreté et à la dépendance, et soumis à des inégalités extrêmes, contre lesquelles ils protestent depuis soixante-quinze ans. Les rivalités entre tous les anciens empires européens ont culminé dans les deux guerres mondiales, quand ils se sont massacrés les uns les autres. Les seuls à en être sortis indemnes, ce sont les États-Unis. Ils ont hérité de tous les autres empires pour devenir le premier empire unipolaire du monde, et ils sont devenus extraordinairement riches parce que, au cours des trois siècles précédents, l'organisation de l'économie mondiale avait canalisé toutes les richesses vers la puissance dominante, et cette puissance, c'étaient les États-Unis. Cela leur a donné une position dominante à l'échelle mondiale. Les Européens ont dû faire un choix.

Ils n'étaient plus au centre du développement mondial. Ils y ont eux-mêmes mis fin en se détruisant mutuellement pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Qu'ont fait les Européens ? Ils ont décidé que leur meilleur espoir était de devenir les partenaires subalternes de la puissance américaine dominante. Et voilà ce qui a guidé la politique de ces soixante-dix dernières années. C'est cette politique qui a produit monsieur Merz en Allemagne, monsieur Macron en France, monsieur Burnham et monsieur Starmer, et tous les autres en Angleterre, et ainsi de suite. L'autre chose qu' ont faite les Européens, c'est de se dire qu'ils pourraient, surtout après mille neuf cent quatre-vingt-neuf, se constituer de nouvelles colonies. Qu'est-ce que ça veut dire ? Pour remplacer les colonies qu' ils avaient perdues au profit des États-Unis, qui en avaient hérité, ils pourraient s'en constituer de nouvelles.

Et pour y parvenir, ils proposaient de marcher vers l'est, à partir de la ligne qui avait coupé l'Europe en deux à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une fois que l'Union soviétique a implosé, en mille neuf cent quatre-vingt-neuf, ils ont commencé à mettre ce plan en œuvre, en élargissant l'OTAN vers l'est, étape par étape, en absorbant la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, tous ces pays, pour finir par arriver en Ukraine. Là, ils nourrissaient le fantasme, qu'ils expriment encore aujourd'hui, de vaincre la Russie, de la découper en petits morceaux et de les distribuer comme autant de nouvelles friandises coloniales à une Europe occidentale qui n'avait pas renoncé au rêve colonial. Mais voilà le problème, au point où nous en sommes aujourd'hui.

M. Trump, confronté au déclin de l'empire américain, a décidé de dire au monde, y compris à l' Europe : « C'en est fini des partenaires de second rang. Vous allez devoir nous payer beaucoup d' argent, sinon nous ne vous laisserons pas faire des affaires ici, aux États-Unis. » Ce partenariat de second rang est dissous, et l'Europe comptait dessus. Et la deuxième chose, c'est que la Russie s'est tournée vers l'est, est devenue une alliée proche de la Chine et dit aux Européens : « Voici une ligne à ne pas franchir. Elle se trouve en Ukraine, et il n'est plus question d'avancer vers l'est. Vous ne coloniserez pas davantage l'Europe de l'Est, et vous n'allez certainement pas déstabiliser la Russie pour y parvenir. »

Cela place l'Europe face à un casse-tête économique insoluble, et ce qu'on voit dans les rues n'en est que le début : les rues de Paris en flammes, les cinq cent mille personnes rassemblées à Madrid pour

protester contre le coût du logement dans ce pays, ou encore les routiers du sud de l'Italie qui, obligés de payer leur gazole à des prix qu'ils ne peuvent pas se permettre et ne tirant donc plus aucun bénéfice de leur activité, ont déclaré qu'ils ne feraient plus rouler leurs camions. Et donc, dans le sud de l'Italie, les gens n'auront plus de pâtes à manger. C'est très grave, et nous n'en sommes qu' au tout début : les Européens et les Américains se retrouvent confrontés à ce qu'ils nient depuis un siècle et qu'ils combattent à chaque occasion.

Et la situation atteint un point critique en Iran, parce qu'en Iran, l'Occident pensait pouvoir stopper la montée en puissance du Sud global, comme en Ukraine, mais d'une autre manière. Il n'y arrive pas. Il n'y est pas arrivé au Vietnam. Il n'y est pas arrivé en Afghanistan. Et il n'y arrivera pas non plus en Iran. Mais la différence, c'est que les Iraniens, soutenus par la Russie et la Chine, sont capables de riposter coup pour coup, d'une manière à laquelle l'Occident n'a jamais eu à faire face. La priorité absolue de la politique aux États-Unis — et je vous parle depuis New York —, c'est la tentative désespérée, et je dis bien désespérée, du gouvernement américain de se sortir du désastre de la guerre en Iran sans avoir à reconnaître que nous avons été vaincus. C'est le seul enjeu. Tout le reste, c'est du bruit. Voilà le véritable enjeu.

#Danny

Professeur Wolff, c'est vraiment important. Je suis très heureux que vous ayez fait ce lien entre les États-Unis et l'Europe, comme vous l'avez fait, parce que je vois passer énormément d'analyses. Celle-ci vient d'un grand banquier, le prince Michael de Liechtenstein, qui explique pourquoi les économies européennes sont dans un tel désarroi. Il dit : « La France est en flammes, l'Allemagne décline, l'Europe est dans le déni. » Mais les raisons avancées, ce sont la hausse du coût de la vie, bien sûr, l'immigration — bon, je vous laisserai aborder ce point —, l'échec de l'intégration, des dépenses publiques excessives et une mauvaise répartition de la population. Professeur Wolff, ce sont les explications qu'on entend partout. Enfin, si vous allez sur X, sur les réseaux sociaux, on ne parle que d'immigration et de crises de civilisation. Mais peut-être pourriez-vous aller au fond du problème, parce que l'avenir de l'Europe, comme vous l'avez dit, dépend vraiment beaucoup de sa relation avec les États-Unis et de certains de ces facteurs économiques et géoéconomiques plus larges. Quelle est votre réaction ?

#Richard Wolff

Encore une fois, l'histoire est notre meilleur professeur, notre meilleur guide. Ce n'est pas que l' histoire se répète. Elle ne se répète pas. Mais elle nous aide à comprendre ce qui pourrait arriver. Elle nous donne une idée de l'éventail des possibilités qui se présentent. Cela dit, je commencerai par rappeler que chaque fois, chaque fois, au moins au cours des cent dernières années, que le capitalisme, dans un pays ou un autre, ou à l'échelle mondiale, s'est retrouvé dans de graves difficultés, l'un des moyens trouvés pour en sortir a été de faire d'une minorité de la population un bouc émissaire. Trouver quelqu'un à accuser, aussi farfelus que soient les arguments, aussi gênés que nous puissions être quelques années plus tard, quand nous nous demandons : « Mais comment

la génération de nos parents ou de nos grands-parents a-t-elle pu devenir folle au point de faire ce qu'elle a fait ? »

Et le principal bouc émissaire, celui qu'ils désignent bien souvent, c'est l'immigration. Parce que le capitalisme se développe de façon extrêmement inégale. Je vous le rappelle : trois siècles de colonialisme ont concentré les richesses entre les mains de dix pour cent de la population mondiale, en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon. Et les quatre-vingt-dix pour cent restants ont été plongés dans la pauvreté par rapport à cette partie riche du monde, et même dans une pauvreté absolue par rapport à leur situation d'il y a plusieurs siècles. C'est un désastre. Et l'une des conséquences de ce développement inégal du capitalisme, c'est l'immigration. Évidemment, si une partie du monde est très riche et que l'autre ne l'est pas, voici une prédiction vraiment stupéfiante : les habitants de la partie pauvre vont commencer à envisager de s'installer dans la partie riche. Et si la situation dans la partie pauvre devient suffisamment désespérée, ce sera un flot de personnes.

Et c'est ce qui a marqué l'histoire de l'Europe, comme celle des États-Unis dans leurs rapports avec l' Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Cela se répète si souvent qu'on se demande comment une population peut encore, au vingt et unième siècle, se laisser berner par de telles absurdités. Ici, aux États-Unis, pour expliquer les choses à nos concitoyens, nous commençons ainsi. Les États-Unis sont un pays de trois cent trente millions d'habitants. Le gouvernement américain estime le nombre d' immigrés sans papiers entre dix et douze millions. Il est absolument impossible que dix ou douze millions de personnes parmi les plus pauvres de la planète, qui arrivent aux États-Unis sans rien, soient à l'origine des problèmes économiques d'un pays de trois cent trente millions d'habitants. C' est grotesque. Mais, à vrai dire, les autres excuses le sont tout autant.

L'effondrement du capitalisme en Allemagne, il y a cent ans, a conduit à cette conclusion : la cause de nos problèmes en Allemagne, ce n'est pas un capitalisme à bout de souffle. Ah non. Ce sont les Juifs, ou les Tsiganes, ou les homosexuels, ou Dieu sait qui. C'est un raisonnement de gens aux abois. C'est un effondrement de la civilisation. C'est consternant. Et oui, on va donc y avoir droit à nouveau : le problème, c'est l'immigré. Vous savez, c'est comme il y a dix ans. L'économie britannique est celle qui va le plus mal en Europe, parce que les Britanniques avaient le plus grand empire et qu'ils ont tout perdu. Alors maintenant, leur pays n'est plus qu'une île froide et humide au large du continent européen. Et qu'est-ce qu'ils font ? En deux mille quinze, ils ont une idée folle : tout est de la faute — tenez-vous bien — des Européens. Quoi ? Ce n'est pas ça, votre problème, les Européens. Mais ils l'ont fait, et ils ont voté pour le Brexit.

Et pendant dix ans, ils ont pris encore plus de retard sur le reste de l'Europe. Ils ne les ont pas devancés. Et maintenant, ils le regrettent. Mais au lieu de comprendre cette mentalité, ils ont trouvé une nouvelle cause à leurs problèmes. C'est la Russie. Et on se retrouve avec une russophobie hystérique. C'est tellement pathétique qu'on finit par se demander… L'empire américain est en train de s'effondrer. L'Iran en est le dernier chapitre. Le Vietnam en a été un. L'Afghanistan aussi. L'Irak aussi. La leçon n'est pas retenue, parce que l'attitude dominante, c'est le déni. Si je parle du contexte historique plus large, ce n'est pas simplement parce que j'aime réfléchir comme ça. C'est

vrai, j'aime ça. Mais c'est parce que c'est précisément ce qu'on refuse de voir. Alors, à la place, on invente ces absurdités. Enfin, la famille princière du Liechtenstein. Voilà.

C'est une blague. Avant d'écouter quoi que ce soit de ce que raconte cet homme, sachez qu'il est membre d'une famille royale, ce qui est déjà dingue, dans un pays qui s'appelle le Liechtenstein. C'est encore plus dingue. Bien sûr, pour le reste, il répète tout comme un perroquet. Il a maintenant le courage de constater que Paris est en flammes et que tout part vraiment à vau-l'eau, de la Grande-Bretagne à l'Albanie, et partout entre les deux. Alors, il peut commencer un paragraphe en disant : « Ça va plutôt mal. » Mais quand il s'agit de poser un diagnostic, ah non ! Quel est le tabou ? Ça ne peut pas être le capitalisme. Ça ne peut pas être son émergence à partir du féodalisme. Ça ne peut pas être la fin de l'ère coloniale. Ah non ! Il faut que ce soit autre chose. Et si c'était un peu l'immigration ? Et si c'étaient les budgets de l'État ? Oh, arrêtez, s'il vous plaît. Et puis, quand il dit « dette », ça, j'adore. Pourquoi y a-t-il de la dette ?

#Danny

C'est une très bonne question, parce que moi aussi, en ce moment, je ne vois que ça dans les médias : la crise de la zone euro, la dette, la dette, la dette.

#Richard Wolff

Voilà ce qui est risible, et il est important que les gens le comprennent. Le capitalisme est tellement inefficace qu'il met en place et soutient un système politique qui n'a aucun sens. Je m'explique. Divisez la population en deux groupes : la grande masse, quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent, et puis, je ne sais pas, les cinq ou dix pour cent qui possèdent les entreprises, les dirigent et dominent le monde des affaires. Selon le Bureau du recensement des États-Unis, trois pour cent de notre population sont des employeurs, et cela inclut les travailleurs indépendants. D'accord ? Trois pour cent. Les quatre-vingt-dix-sept pour cent restants ne le sont pas. Voyez donc comment fonctionne la politique. D'un côté, le gouvernement doit servir la population, et c'est comme ça qu'il obtient ses voix. De l'autre, il doit servir le monde des affaires, qui contrôle l'économie. Et en échange, il reçoit son argent pour faire tourner l'appareil politique. En effet, les entreprises lui donnent de l'argent pour qu'il puisse, grâce à la publicité, convaincre la grande masse de la population de le maintenir au pouvoir.

Mais voilà le problème. Fournir des services à la population, ça coûte de l'argent, et on ne peut pas lui faire payer des impôts, parce qu'elle va se mettre en colère. Les gens veulent les services, mais ils ne veulent pas payer les impôts. Et ce n'est pas tout : la minorité fortunée veut elle aussi des services publics, et elle non plus ne veut pas payer d'impôts. Voilà qui place notre pauvre classe politique face à un terrible dilemme. Comment diable fournir des services au monde des affaires qui la finance et aux masses qui votent pour elle, si elle ne peut pas leur faire payer les impôts nécessaires pour financer les services qu'ils réclament ? Et, bien sûr, elle a trouvé la solution. Cette solution, c'est la dette. Alors les responsables politiques vont voir les riches et leur disent : « Voilà ce

qu’on vous propose. On ne vous fera pas payer d’impôts. On vous accordera des allègements fiscaux les uns après les autres, des taux d’imposition faibles. On prendra soin de vous. »

« Mais à condition que vous nous prêtiez l’argent, cet argent que nous devons emprunter parce que nous ne vous taxons pas. Et nous ne pouvons pas taxer les masses : elles se révolteraient. » Voilà donc le marché. Et c’est ce marché qui fonctionne depuis maintenant cinquante ans. Il n’a qu’un seul point faible, ce qui nous ramène à la situation actuelle. Les responsables politiques, en choisissant la solution la moins coûteuse et la plus facile, empruntent toujours davantage. Ici, aux États-Unis, un peu plus tôt cette année, notre dette nationale a dépassé les quarante mille milliards de dollars : la dette la plus élevée de tous les pays du monde. Bon. Nous voilà maintenant arrivés au bout de cette solution. Pourquoi ? Parce que les dettes sont tellement énormes par rapport à nos performances économiques médiocres que les prêteurs, y compris les personnes très riches dont les faibles impôts leur ont donné les moyens de prêter, ne veulent plus le faire.

C'est trop risqué. Les riches comprennent qu'on se rapproche de plus en plus d'une situation où la population dans son ensemble commence à s'intéresser à la dette. Ici, aux États-Unis — je vais prendre nos chiffres —, le gouvernement fédéral perçoit chaque année quelques milliers de milliards de dollars d'impôts. Aujourd'hui, mille milliards servent à payer les intérêts de la dette accumulée. À partir de l'année qui vient, deux mille vingt-sept, les dépenses totales de Washington consacrées aux intérêts et au remboursement de la dette dépasseront l'ensemble des dépenses de guerre et de défense. À un moment donné, la population va voir les intérêts et la guerre absorber tout l'argent, laissant de moins en moins de moyens pour les soins médicaux, l'éducation et les transports.

Et ils vont se soulever et dire : « Nous ne vous laisserons pas, vous, les responsables politiques, sacrifier l’éducation de nos enfants pour rembourser ces riches qui vous ont prêté de l’argent. Nous ne le permettrons pas. » Tout à coup, les taux d’intérêt à long terme ont dépassé les cinq pour cent pour la première fois depuis une génération dans ce pays, et maintenant en France aussi. Cette option, vous l’avez épuisée. Quel acte de désespoir vous reste-t-il à tenter ? Eh bien, sur le plan économique, il n’y en a aucun. Qu’allez-vous faire ? Mener une guerre en Iran ? Vous ne pouvez pas, parce que vous n’avez pas les munitions. Vous pourriez en produire, mais il faudrait alors réaffecter massivement les ressources de ce pays. Et ça, politiquement, ce n’est pas faisable, et c’est dangereux. Ils sont dans l’impasse.

Ils ne savent pas quoi faire. Et quand ça arrive, ils ressortent les vieux boucs émissaires : les migrants, les minorités, les gens qui n’ont pas la bonne religion ou qui ne viennent pas de la bonne région. Dieu sait quelles vieilles idées ils vont déterrer pour trouver un bouc émissaire. Et quand ça ne marche pas — et ça échoue déjà —, il ne reste plus que la répression. Et c’est ce qu’a fait monsieur Macron. Je voudrais m’arrêter un instant sur la France. Pourquoi ? Parce que monsieur Macron est encore plus bas dans les sondages que monsieur Trump, ce qui est un exploit, mais par le bas. Monsieur Macron, c’est, comme diraient les Français, un zéro, un zéro, un moins que rien, un

centriste entre deux camps alors qu'il n'y a plus de centre. C'est un peu comme ce coyote de dessin animé qui dépasse le bord de la falaise en courant, puis regarde soudain en bas et se rend compte qu'il n'y a plus de sol sous ses pieds, juste un abîme.

Et dans cet abîme, il a fait appel non seulement à la police, comme vous l'avez mentionné, mais aussi à l'armée. Et ce week-end, l'armée française sera dans la rue pour tabasser les Français. Voilà où nous en sommes. Et que personne ne se fasse d'illusions : ce qui se passe en Europe va arriver aux États-Unis. Si seulement les Américains pouvaient le comprendre — mais ils ne le comprennent pas —, l'Europe, c'est notre avenir. L'Europe nous montre où tout cela nous mène, et pour une raison qui ne devrait laisser personne perplexe. Pour l'Europe, la période coloniale a pris fin avec les deux guerres mondiales, et l'Amérique a hérité de tout. Les Européens sont aux prises avec le déclin depuis bien plus longtemps que les Américains. Et on voit là-bas un degré d'absurdité encore plus avancé.

Les coupes dans les programmes sociaux poussent ces Espagnols à se rendre à Madrid pour réclamer des loyers plus bas, les Italiens à demander de l'aide pour payer leur gazole, ou encore les Albanais à protester contre les projets de riches Américains qui veulent construire des complexes touristiques sur des îles classées réserves naturelles. Enfin, c'est une succession de situations grotesques. La réalité, c'est que tout cela nous attend ici aussi. Nous sommes confrontés exactement aux mêmes dilemmes. On n'a pas encore atteint le point d'ébullition. Nous n'avons pas cette tradition française de descendre dans la rue. Mais les syndicats français, les cinq, sont tous des confédérations syndicales. Les États-Unis n'en ont qu'une, l'AFL-CIO. Les Français en ont cinq.

Et ils sont souvent à couteaux tirés, à se chamailler et à se disputer. Mais la semaine dernière, ils se sont tous rassemblés, unis et unanimes, pour affirmer leur solidarité avec les étudiants et appeler à une grève générale en France, pour paralyser le pays le cinq novembre, dans deux semaines. Voilà qui résume la différence entre l'Europe — la France en particulier — et les États-Unis. Aux États-Unis aussi, il y a un appel à la grève générale. Il vient de Shawn Fain, le président du syndicat United Auto Workers, l'un des syndicats les plus puissants du pays. Mais cette grève est prévue pour le premier mai deux mille vingt-huit. Voilà où nous en sommes. Nous envisageons une grève générale, mais pour la nôtre, il nous faut deux ans pour la préparer et l'organiser. Aux Français, il leur faut deux semaines.

#Danny

Eh bien, professeur Wolff, sur cette question de ce qui attend l'empire américain, je pense qu'on pourrait en conclure que l'Europe fait face à cet effondrement depuis bien plus longtemps, en grande partie parce que les États-Unis cherchent à exporter ou à externaliser les coûts de leur déclin en les faisant supporter à l'Europe. Mais cela semble très difficile aujourd'hui, professeur Wolff, compte tenu de la crise économique qui explose aux États-Unis, en grande partie à cause de la guerre en Iran, mais bien sûr, pas seulement. Les élections de mi-mandat approchent ici, comme vous le savez, et voici un reportage intéressant de Fox News. Leurs journalistes sont allés à la rencontre des

habitants de Fort Myers, en Floride, pour interroger des gens ordinaires qui suivent les élections, alors que Donald Trump continue de sillonner le pays pour faire campagne. On regarde.

#Speaker 1

La gauche progressiste a fait du très bon travail. C'est pourquoi nous voulons discuter avec quelques étudiants ici, sur le campus. Je vais venir par ici. Andrew, qu'attendez-vous du discours du président, et quels sont les enjeux qui vous préoccupent pour ces élections ?

#Speaker 2

J'espère voir un peu d'apaisement sur le front de la guerre, une baisse de l'inflation, une baisse des taux d'intérêt, et puis simplement un peu de stabilité quand je fais mes courses, quand je fais le plein de mon pick-up, ce genre de choses. Les prix sont tout simplement absurdes en ce moment. Alors j'espère juste une amélioration de la situation économique.

#Speaker 1

Oui, tout à fait.

#Danny

Elle n'a pas voulu poursuivre cette conversation, professeur Wolff, ce qui n'a rien d'étonnant. Mais quelle est votre réaction à cela ? On dirait que cela reflète aussi un sentiment de plus en plus répandu aux États-Unis, alors que la crise économique s'aggrave à bien des égards.

#Richard Wolff

Eh bien, je me sens vraiment conforté. Je suis très heureux. Ça me fait très plaisir de voir un reportage comme celui que vous venez de nous montrer. Et voici pourquoi. Ce qu'a fait l' administration Trump — et là encore, elle n'est pas la seule, ce n'est pas propre aux républicains ; les dirigeants du Parti démocrate font à peu près la même chose, de toute façon —, c'est remplacer la réalité par des mots, du baratin et des rodomontades quand les choses vont mal. Je suis économiste. Je dois tenir compte de la réalité. Laissez-moi vous donner quelques exemples. Il a promis de faire baisser les prix. Il ne l'a pas fait. Il a promis des taux d'intérêt bas. Il ne l'a pas fait. Il a promis de relocaliser les emplois industriels, de les faire revenir aux États-Unis.

Il ne l'a pas fait. Il y en a moins aujourd'hui qu'au début de sa présidence, il y a deux ans, et leur nombre avait aussi diminué pendant son premier mandat. La part des emplois industriels dans notre population active continue de baisser, comme si les promesses qu'il avait faites n'avaient jamais été formulées. Et je pourrais continuer comme ça. Il y a un tel flot de conneries qui sort des plus hautes sphères du gouvernement, et qui est tout simplement démenti chaque jour par la réalité, comme le

disait ce jeune homme, quand il essaie de faire le plein de son camion ou de s'acheter à dîner. Vous savez, on ne peut pas débiter des conneries, les voir démenties encore et encore, et s'imaginer qu' elles restent aussi efficaces qu'on l'espérait.

Peut-être qu'au début, quand on vient d'accéder à la présidence et qu'on fait ses annonces en grande pompe, ça convainc les gens. Mais à la longue, ça ne fonctionne plus. Et c'est ce qu'espèrent les démocrates : que l'élection leur tombe toute cuite dans le bec, parce que les gens seront rebutés, découragés, déçus par le décalage entre les promesses de M. Trump et ce qu'il fait réellement. Et permettez-moi d'ajouter une chose. Il avait promis moins de guerres. Nous en avons davantage. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la guerre coûte très cher, surtout quand on la mène loin de chez soi, parce qu'il faut acheminer les armes jusque-là, y transporter les troupes, assurer leur ravitaillement sur place, et tout cela finit par représenter des sommes colossales.

Alors, pourquoi est-ce important ? Eh bien, dans notre société, les responsables politiques n'osent pas s'adresser au peuple américain en toute honnêteté. Biden ne l'a pas fait, et Trump ne le fait pas non plus. Ils pourraient, et ils devraient, aller leur dire : « Nous voulons mener cette guerre en Iran, en Irak, en Afghanistan, au Vietnam, peu importe. Et ça va nous coûter de l'argent. Alors, nous allons prélever sur chacune de vos familles américaines cinq mille huit cent vingt-neuf dollars d' impôts, votre part du coût de cette guerre que nous menons au nom des États-Unis d'Amérique. » Tout président qui oserait financer une guerre en imposant la population verrait les gens lui répondre : « Pas question, ça ne se fera pas. »

La majorité des Américains ont exprimé leur opposition à la guerre en Iran dès le mois de juin de l' année dernière, quand les États-Unis et Israël ont tenté le coup — la guerre de douze jours —, puis à nouveau après le vingt-sept février de cette année, quand ils ont recommencé. Si les gens étaient contre sans même avoir à payer d'impôts pour la financer, imaginez à quel point l'opposition aurait été forte s'ils avaient dû passer à la caisse. Alors, qu'ont fait les responsables politiques qui veulent cette guerre et les militaires qui veulent les contrats à chaque fois qu'une guerre éclate ? Ils ont emprunté l'argent. Ils se sont endettés. Comme ça, ils pouvaient financer la guerre à peu de frais. Ils n'avaient pas besoin de faire payer les contribuables.

Ils devraient emprunter, et ils devraient rembourser cet argent, avec des intérêts versés aux prêteurs en attendant. Mais ça permet de se décharger du fardeau immédiat. Et donc, cette année, on a eu une guerre contre l'Iran, qui a encore alourdi la dette. La dette totale des États-Unis dépasse les quarante mille milliards de dollars : plus que celle de n'importe quel autre pays, et plus que ce que notre pays a jamais connu dans son histoire. Et vous savez quoi ? Les taux d'intérêt augmentent en partie parce que les gens ont peur de prêter au gouvernement des États-Unis. Avant, les gens se bousculaient pour pouvoir lui prêter de l'argent. Maintenant, ils disent : « Il faut nous payer de plus en plus d'intérêts. »

Les taux d'intérêt des obligations à long terme ont dépassé les cinq pour cent ces deux dernières semaines. Et vous savez ce que ça veut dire ? Une part de plus en plus importante de l'argent de l'

État devra servir à payer ces intérêts plus élevés. Il en restera donc moins pour les écoles, les hôpitaux, les transports et tout ce dont les Américains ont besoin. Même quand on emprunte pour faire la guerre, on fait des économies sur les autres services publics. Et c'est nous qui en faisons les frais, vous et moi. Ce n'est pas tenable. Et nous arrivons à ce moment de notre histoire où le caractère intenable de ce système se traduit, jour après jour, par des nouvelles et des perspectives inquiétantes.

#Danny

Eh bien, professeur Wolff, les sondages sont vraiment mauvais en ce moment. Selon un nouveau sondage, près de la moitié des militaires américains en service actif s'opposent à la guerre contre l' Iran. Il s'agit d'un sondage de Change Research, réalisé entre le quinze et le vingt-huit septembre. Et Donald Trump enregistre ses plus faibles niveaux de popularité en pleine campagne pour les élections de mi-mandat. Son taux d'approbation est tombé à un nouveau plus bas de trente-trois pour cent, selon un sondage du Washington Post et d'ABC News publié en début de semaine. Alors, pour commencer, vous pourriez peut-être nous aider à comprendre en quoi ces chiffres reflètent ce que l'Iran et la guerre contre l'Iran semblent avoir provoqué : la mise au jour des fissures de l' empire américain. Et comment cet empire se retrouve, en réalité, confronté à une multitude de crises qui, à vos yeux, sont autant de signes de son déclin.

#Richard Wolff

Oui, je pense que ce qui a fait et continue de faire la particularité de la guerre contre l'Iran, c'est que les Américains comprennent que c'était, pour reprendre l'expression des grands médias, une guerre de choix. Autrement dit, il est difficile de soutenir que l'Iran, un pays situé à des milliers de kilomètres, sans forces navales ni base militaire à proximité de chez nous, menaçait de quelque manière que ce soit les États-Unis, malgré l'hostilité entre leur gouvernement et le gouvernement américain depuis les années mille neuf cent soixante-dix, quand la marionnette des Américains sur place, le shah d'Iran, a été renversée par l'ayatollah et le mouvement islamiste. Malgré toutes ces tensions, ils ne menaçaient pas les États-Unis, et personne n'a même songé à prétendre le contraire. Donc, les gens comprennent plus ou moins qu'il n'était pas nécessaire de mener une guerre défensive, puisque nous n'étions pas menacés par eux. Ils n'oseraient pas utiliser les missiles qu'ils pourraient avoir, parce que les États-Unis les détruiraient s'ils le faisaient.

Et vous remarquez que M. Trump n'arrête pas de dire : « Anéantissez-les, détruisez-les, faites disparaître leur civilisation », tout ce blabla qui lui sort de la bouche. Mais cela reflète le fait qu'ils ne représentaient absolument aucune menace. Ils représentaient une menace pour Israël. Mais Israël est un pays de sept millions d'habitants, à des milliers de kilomètres de là. Et ce n'est pas la même chose que les États-Unis, avec leurs trois cent trente millions d'habitants, à des milliers de kilomètres de là. Alors, si vous acceptez d'y réfléchir, c'est une guerre qu'on choisit de mener. Et là, les gens se regardent autour d'un café et se disent : « Ce n'est pas mon choix. Je ne veux pas de ça. Je ne veux pas que notre gouvernement déclenche une guerre alors que nous ne sommes pas en danger, que

nous ne sommes pas menacés. » Et puis, vous savez, il y a les fictions de M. Trump : « Nous freinons le développement du nucléaire. »

Les Iraniens n'ont pas développé d'armes nucléaires alors qu'ils en avaient vraiment besoin au cours des trente dernières années. L'ayatollah qu'ils ont assassiné avait déclaré que ce serait contraire à la religion musulmane. Et après la guerre de douze jours menée par les États-Unis en juin dernier, je tiens à le rappeler à tout le monde, le président Trump est passé à la télévision et a déclaré : « Nous avons anéanti leurs capacités nucléaires. » Et pourtant, huit mois plus tard, en février de cette année, nous avons dû écouter notre président nous expliquer qu'il devait faire ce qu'il avait auparavant affirmé avoir déjà fait. Pourquoi croire quelqu'un pris en flagrant délit d'un mensonge aussi énorme ? Et même si on n'arrive pas à dire : « Mon président a menti », les gens sentent bien qu'il y a quelque chose d'étrangement flou. Ou encore : « L'Iran soutient le terrorisme », quoi que ça puisse bien vouloir dire, bordel. Le terroriste des uns est le combattant de la liberté des autres. Soyons clairs : ce n'était pas une défense très convaincante.

Alors les gens sont passés à l'étape suivante. Et ils se sont dit : « Bon, si nous menons une guerre dont nous ne voulons pas, et si nous y consacrons des ressources énormes que nous préférerions voir consacrées à autre chose, voilà une question dangereuse : pourquoi est-ce que ça se produit ? Quels intérêts sert une guerre quand la majorité ne cesse de dire : "Ce n'est pas pour nous. Nous n' en voulons pas. Nous préférerions autre chose" ? » Et là, une idée commence à faire son chemin. Peut-être que monsieur Trump est le président d'un tout petit nombre de personnes qui y trouvent leur intérêt. Parce qu'il s'avère que bon nombre de partisans du mouvement MAGA, ceux qui sont censés soutenir Trump, ont commencé à dire que nous ne devrions pas participer à cette guerre.

Tucker Carlson, Marjorie Taylor Greene… Des gens qui, au départ, étaient des partisans très enthousiastes de Trump ont été chassés de la communauté MAGA et en sont devenus les principaux détracteurs. Ils tentent désespérément de convaincre M. Trump de mettre fin à une guerre qui, eux aussi le disent désormais, ne sert ni les intérêts du peuple américain ni l'avenir des États-Unis. Et permettez-moi de conclure en formulant la même idée autrement. Les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon représentent ensemble peut-être dix à douze pour cent de la population mondiale. Et les pays du Sud représentent l'essentiel du reste. Quel avenir peut-on construire en menant des actions que ces dix pour cent pourraient soutenir — et beaucoup d'entre eux ne les soutiennent pas — au détriment des quatre-vingt-dix pour cent restants ? Ces quatre-vingt-dix pour cent ne sont plus du côté des États-Unis.

Ils sont du côté de l'Iran. Ils sont du côté de tous les autres pays du tiers-monde, pas des États-Unis, pas d'Israël. L'isolement d'Israël donne un avant-goût de ce qui attend les États-Unis, en partie à cause de leur soutien à Israël. Vous savez, après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont présenté leur politique d'implantation de sept cents bases militaires à travers le monde comme un moyen de contenir l'Union soviétique. Et voilà l'ironie : depuis cette époque et jusqu'à aujourd'hui, cette politique, ce sont les États-Unis qu'elle contient. Nous nous retrouvons de plus en plus isolés, parce que le reste du monde dit : « Nous allons réorganiser l'économie mondiale, en abandonnant

votre façon de faire pour adopter une configuration entièrement nouvelle. Et vous avez deux choix, vous, les Américains, vous, les Israéliens, ou les autres. »

Vous pouvez vous adapter, trouver une place pour votre pays dans cette réorganisation, et nous vous invitons à le faire. Ou vous pouvez aller à contre-courant de l'histoire et tenter de freiner les changements historiques que votre colonialisme a déclenchés. Mais ce projet a très peu de chances d'aboutir. Et c'est la leçon qu'Israël et les États-Unis sont en train d'apprendre. Et les choses vont empirer tant que nous ne changerons pas d'attitude, que nous ne cesserons pas de nier le déclin que nous traversons et que nous ne commencerons pas à élaborer un plan pour gérer ce déclin dans l'intérêt de la majorité d'entre nous, plutôt que de préserver la fortune des quelques riches parmi nous.

#Danny

Oui, et ce sont des remarques très pertinentes. Et pour l'instant, professeur Wolff, les chiffres ne sont pas bons pour nous autres, alors que ce déclin se poursuit. De nouvelles données montrent que plus de la moitié des travailleurs aux États-Unis sautent régulièrement le déjeuner au travail, à cause du prix élevé de la nourriture et de la pression professionnelle liée à l'allongement des horaires et aux exigences de productivité accrue. Le moral des consommateurs américains est actuellement au plus bas, à l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis. Donc, professeur Wolff, il y a clairement un déni de la situation économique. Comme vous l'avez vu dans cet extrait de Fox News, l' administration actuelle n'a guère envie de s'attaquer à ce problème.

Et même la politique menée actuellement dans la guerre contre l'Iran pose elle aussi des difficultés particulières. Selon certaines informations, les États-Unis et Israël s'échangent désormais des ordres pour relancer la guerre, sans date fixée et avec très peu de préparation. Il y a donc là aussi une certaine désorganisation. Quel regard portez-vous sur tout cela, dans les dix minutes qui nous restent environ ? Vous pourriez peut-être nous aider à comprendre précisément comment la position des États-Unis dans le monde est affectée par ce qui semble être deux grandes sources de tension : leur incapacité à mettre un terme à leurs guerres d'agression à l'étranger et les pressions économiques qui s'accentuent en parallèle.

#Richard Wolff

Eh bien, l'une des raisons pour lesquelles je m'intéresse au déni du déclin impérial, c'est que ce déni conduit à des erreurs terribles. La guerre contre l'Iran est une erreur. Vous savez, si l'Iran ne faisait pas ce qu'il fait en ce moment, ce serait le prochain pays sur la liste. Vous savez, les États-Unis ont perdu une guerre au Vietnam, mais ils se sont dit qu'ils pourraient surmonter cette défaite en menant une guerre en Afghanistan. Celle-là aussi, nous l'avons perdue. Il faut en tirer des leçons. Sinon, on répète les mêmes erreurs. Les États-Unis ne tirent pas les leçons de leurs échecs. Vous

savez, tous les empires de l'histoire, lorsqu'ils déclinent, suivent un certain schéma. Nous pouvons en tirer des leçons. Voici ce schéma : ceux qui sont au sommet de l'empire — les plus riches, les plus puissants — sont ceux qui ont les moyens de conserver leur richesse pendant que l'empire décline.

Leur richesse et leur pouvoir leur permettent de les conserver. Alors, quand les empires déclinent, les riches, au sommet, peuvent — et voilà le résultat — faire payer le coût de ce déclin aux classes populaires et aux classes moyennes. Pour vous donner un exemple aux États-Unis, il y a deux semaines, on nous a dit de nous réjouir qu'Elon Musk allait devenir le premier homme de l'histoire à posséder une fortune de mille milliards de dollars. Ainsi, le capitalisme américain d'aujourd'hui, en déclin, se félicite d'avoir rendu encore beaucoup plus riche celui qui était déjà l'homme le plus riche du monde. La même semaine, le vice-président Vance annonce fièrement que le gouvernement a exclu sept cent cinquante mille familles américaines du programme d'assurance maladie Obamacare.

C'est quoi, ça ? Vous privez les pauvres d'assurance maladie tout en enrichissant encore celui qui est déjà l'homme le plus riche du monde. C'est obscène, mais on ne mesure pas la gravité du problème. Quand on voit une statistique comme celle que vous avez montrée, selon laquelle la moitié des travailleurs sautent le déjeuner ou font des économies sur ce repas, vous savez, au bout d'un moment, ils vont se mettre en colère. Et ils vont chercher une explication : pourquoi est-ce que je travaille plus dur que jamais, sans même pouvoir me payer un déjeuner ? Ah, on dépense des millions pour envoyer des drones dans les montagnes iraniennes, sans tuer personne ni rien endommager. Et moi, avec cet argent, j'aurais pu déjeuner. Ça ne peut pas durer. Vous savez, les rues de France s'embrasent. Et pourquoi ?

Parce que les enseignants des écoles publiques se sont mis en grève, tellement les conditions sont mauvaises. On ne répare pas les écoles. On ne les repeint pas. On ne fait rien pour empêcher les rats de courir partout dans les écoles. Et puis les lycéens sont descendus dans la rue pour soutenir les enseignants. Ensuite, les étudiants sont descendus dans la rue pour soutenir les lycéens. Et maintenant, les travailleurs français, dans les cinq confédérations syndicales, ont annoncé qu'ils allaient paralyser le pays le cinq novembre avec une grève générale. Vous comprenez, ils en ont assez qu'on déplace l'argent d'un poste à l'autre pour que le gouvernement puisse accorder de gros contrats aux industriels de l'armement. Pour mener quelle guerre ? La France ne pèse plus rien dans les conflits mondiaux, aujourd'hui.

Il redevient ce qu'il était autrefois : un pays relativement petit, dans un petit coin du monde. Très bien. Profitez-en. Mais vous n'êtes pas une puissance militaire, et vous ne le serez jamais. Vous n' êtes pas assez grands. Vous n'êtes pas assez riches. Vous ne pouvez pas rivaliser avec les États-Unis, la Russie ou la Chine. On commence à prendre conscience de ces réalités, et tout cela mène à une explosion. J'aurais dit la même chose il y a un mois, mais au cours du mois dernier, on a vu des explosions, au sens propre, en France, en Espagne, en Albanie, au Portugal, en Italie, et j'en passe. Et imaginer que tout cela n'a aucun lien avec nous, c'est ne pas comprendre que nous et l'Europe avons une histoire très similaire. C'est simplement que les différentes phases sont un peu décalées.

#Danny

Oui, eh bien, dans les cinq dernières minutes qu'il nous reste environ, professeur Wolff, on pourrait peut-être conclure en parlant de la façon dont tout cela transforme le monde. L'Europe et l'empire américain sont profondément liés, et ils semblent sombrer ensemble, du moins en ce qui concerne les structures politiques et économiques au pouvoir. Mais le reste du monde réagit en conséquence. Vous pourriez peut-être nous parler des répercussions de tout cela sur le reste du monde.

#Richard Wolff

Oui, je vais le faire, mais je vais prendre un exemple concret. Il y a trois ou quatre siècles, quand le colonialisme européen a pris son essor, la domination de l'Europe, ses avancées technologiques, ses progrès en matière de puissance maritime et navale, et ainsi de suite, ont permis aux Européens d' installer leurs populations dans de nombreuses régions du monde. Et dans d'autres, de prendre le pouvoir, en laissant les populations locales gouverner, mais sous la supervision et le contrôle des Européens. Le premier type de colonialisme, c'est ce qu'on appelait le colonialisme de peuplement. C' est quand on fait venir des Européens, qu'on tue — et je tiens à insister là-dessus — qu'on tue un grand nombre des gens qu'on trouve sur place et qu'on les remplace par sa propre population. Voilà, c'est l'histoire des États-Unis. Nous occupons des terres qui, pendant de très, très nombreux siècles, étaient occupées par des peuples autochtones.

Ils ont, pour la plupart, été tués et remplacés par des Européens venus s'installer sur place. Même chose en Australie, même chose en Nouvelle-Zélande. Chaque pays a ses particularités, mais vous voyez l'idée. Bon, tout ça est impossible aujourd'hui. Le monde a changé, et les Européens ne partent plus s'installer ailleurs, sauf à un endroit. Un pays veut faire aujourd'hui, au vingt et unième siècle, ce qui était possible aux dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles. Ce pays, c'est Israël. Israël tente quelque chose qui est une anomalie historique. On prend des gens dans une région du monde pour tenter d'instaurer un colonialisme de peuplement dans une autre. Des Juifs du monde entier viennent s'installer dans cette région du Moyen-Orient, sur la terre des Palestiniens, et cela dure depuis longtemps. C'est du colonialisme de peuplement. Et maintenant, on fait tous semblant d'être surpris : « Oh, ils commettent un génocide. »

Bien sûr que oui, parce que c'est comme ça que ça marche. C'est ce qu'on a fait aux peuples autochtones ici, ou en Australie, ou en Nouvelle-Zélande, ou, d'une certaine manière, en Afrique du Sud, et ainsi de suite. Le génocide, c'est souvent ce à quoi le colonialisme de peuplement doit recourir pour survivre. Mais au vingt et unième siècle, que font les États-Unis à financer et à armer ce projet de colonialisme de peuplement sans avenir, qui arrive quatre siècles trop tard ? Voilà le résultat. Ils se lancent et commettent leur petit génocide. Mais comme vous l'avez très justement dit, Danny, le monde entier les déteste. Monsieur Trump a dit à monsieur Netanyahou : « Le monde entier vous déteste. » Ce que monsieur Trump n'a pas compris, c'est qu'en raison du soutien financier et militaire qu'il apporte à Israël, monsieur Netanyahou partage cette haine, avec une grande générosité, avec monsieur Trump.

C'est ce que je veux dire quand je dis qu'ils sont de plus en plus isolés. Ils ne peuvent pas vaincre les Palestiniens, parce que les Palestiniens ont le sentiment, à juste titre, d'être du bon côté de l'histoire. L'histoire n'est plus à l'heure du colonialisme. Monsieur Netanyahou sacrifie littéralement son armée et son économie, toutes deux en ruine, dans cette tentative sans espoir de faire renaître, en ce siècle, ce que l'histoire a elle-même jeté aux oubliettes. Je pense que c'est ce qui se passe, et je vous en supplie, vous tous qui nous regardez : acceptez au moins d'envisager ce déclin, ce déni, et ce que cela pourrait signifier de cesser de le nier, ne serait-ce que dans votre esprit. Quelles possibilités s'ouvriraient alors ? Peut-être devriez-vous vous asseoir à la table des négociations avec les Iraniens, chercher à savoir ce qu'ils veulent et trouver un terrain d'entente, parce que ce que vous faites est atroce et ne mène à rien.

#Danny

D'excellentes remarques, professeur Wolff. C'était une excellente émission aujourd'hui. Je tiens à rappeler à tout le monde que le lien vers Democracy at Work se trouve dans la description de la vidéo, juste en dessous. Allez donc suivre tout le travail que vous y faites. Le lien vers la chaîne YouTube s'y trouve aussi, alors abonnez-vous pour suivre toutes vos actualités, ainsi que celles de votre équipe. Avant de partir, pensez tous à cliquer sur « J'aime ». Ça aide à donner plus de visibilité à l'émission dans l'algorithme de YouTube. Demain, je serai de retour à quatorze heures, heure de l' Est. Je vous en dirai plus très bientôt. Surtout, cliquez sur « J'aime ». Et allez dans la description de la vidéo pour découvrir tout le travail du professeur Wolff et toutes les façons de soutenir cette émission. Professeur Wolff, un dernier mot avant de se quitter ?

#Richard Wolff

Non, juste pour dire que depuis trois siècles, depuis mille sept cent quatre-vingt-neuf, les Français jouent un peu le rôle du fameux canari dans la mine de charbon. Ce sont eux qui sentent le danger avant les autres et qui descendent dans la rue pour le faire savoir. Ils n'attendent pas les prochaines élections. Ils n'attendent pas le prochain coup de com'. Ils prennent la démocratie au sérieux. Si le peuple a quelque chose à dire, il descend dans la rue, et il le fait tout de suite, pour faire savoir à tout le monde ce qu'il ressent. Et ce qu'il ressent, c'est que la France est en déclin et qu'elle a besoin d'un changement radical pour s'en sortir. Et c'est ce message qui va venir de France, au moins d'ici à l'élection présidentielle prévue l'année prochaine.

#Danny

Oui, je pense qu'aux États-Unis, nous avons vraiment beaucoup de leçons à en tirer. Bon, tout le monde, cliquez sur « J'aime » avant de partir. Allez voir tous les liens dans la description de la vidéo ci-dessous. Et je vous retrouve tous demain, le vingt-quatre octobre, à quatorze heures, heure de la côte Est. D'ici là, au revoir !